

**INSTITUTION ADOUR**

Extrait du registre des délibérations
de l'établissement public territorial de bassin Institution Adour

Séance du 08 mars 2023
(Convocation du 20 février 2023)

Aujourd'hui, le 08 mars 2023 à 10h00, le comité syndical dûment convoqué s'est réuni sous la forme de visioconférence, sous la présidence de Mme Céline Salles, Vice-Présidente

Conseillers en exercice	
• Nombre	54
• Voix	323
Présents	
• Nombre	41
• Voix	230
Pouvoirs	
• Nombre	0
• Voix	0
Majorité simple selon article 11.2 des statuts	

Suffrages exprimés	
Pour	
• Nombre	40
• Voix	216
Contre	
• Nombre	0
• Voix	0
Abstention	
• Nombre	0
• Voix	0

Étaient présents :

- Pour les Départements membres : Mme Nathalie Barrouillet, Mme Dominique Degos, Mme Céline Salles, Mme Véronique Thirault, M. Pierre Brau-Nogué, M. Paul Carrère, M. Thierry Carrère, M. Gérard Castet, M. Damien Delavoie, M. Charles Pelanne, M. Bernard Pouban, M. Frédéric Ré, M. Marc Saint-Estevan, M. Bernard Verdier
- Pour les Régions membres : M. Éric Sargiacomo
- Pour les communautés d'agglomérations membres : M. Bernard Kruzynski
- Pour les communautés de communes membres : Mme Christine Fournadet, Mme Isabelle Nogaro, Mme Pascale Réquenna, M. Jean-Yves Arrestat, M. Philippe Baron, M. Francis Betbeder, M. Bernard Bonnemason, M. Philippe Brethes, M. Philippe Castets, M. Pierre Cazères, M. Jean-Emmanuel Dargelos, M. Didier Gaugeacq, M. Philippe Labache, M. Pierre Lajus, M. Jean-Marc Lescloute, M. Patrick Maunas, M. Jean-Pierre Rémy
- Pour les syndicats mixtes membres : M. Daniel Arribère, M. Michel Chanut, M. Jean-Jacques Dané, M. Christian Ducos, M. Bernard Labadie, M. Antoine Lequertier, M. Bernard Lougarot, M. Didier Sakellarides

Étaient excusés :

- Pour les Départements membres : Mme Agathe Bourretère, Mme Fabienne Costedoat-Diu, M. Jean Arriubergé, M. René Castets, M. Julien Dubois, M. Francis Dupouey,
- Pour les communautés d'agglomérations membres : M. Philippe Castel,
- Pour les communautés de communes membres : M. Michel Cuyaubé, M. Denis Lanusse, M. Philippe Latry, M. Jean-Michel Le Bihan, M. Laurent Nolibois, M. Christophe Pugnetti

Ne prend pas part au vote : M. Bernard Verdier

Secrétaire de séance : Mme Dominique Degos, Délégué

Rapporteur : M. Paul Carrère, Président



OBJET : Commande publique - Ressource en eau - Contrat de concession pour la construction, l'entretien et l'exploitation du réservoir de l'Arrêt-Darré et ouvrages annexes - réalimentation des sous-bassins Arros et Estéous amont - Avenant n°3

Exposé des motifs :

En préambule de la discussion, Monsieur Bernard Verdier précise qu'il ne participera pas au débat ni au vote, étant administrateur désigné par le département des Hautes-Pyrénées auprès de la CACG.

L'Institution Adour et la Compagnie d'aménagement des coteaux de Gascogne (CACG) ont conclu un contrat de concession pour la construction, l'entretien et l'exploitation du réservoir de l'Arrêt-Darré et ses ouvrages annexes, contrat signé le 16 mars 1993, pour une durée de trente ans.

Ce contrat a fait l'objet de deux avenants, le premier en 1997 pour actualiser les modalités d'exploitation du barrage pour préciser les contrats passés avec les tiers et le financement de l'exploitation, le second en 2013 pour confier au concessionnaire des prestations pour réaliser l'étude de dangers et ses études annexes.

Le présent avenant a pour objet une prolongation du contrat de concession jusqu'au 31 décembre 2023, dans les termes techniques et financiers prévus pour l'entretien et l'exploitation des ouvrages dans le contrat initial et l'avenant 1. Il s'agit de faire coïncider la fin de ce contrat avec la fin prévue pour les autres contrats d'exploitation des ouvrages sur le bassin versant de l'Adour et sous maîtrise d'ouvrage de l'Institution Adour (contrat de concession de service public Adour et affluents et Midour-Douze, et délégation de service public du Boues), dans l'objectif d'une part de procéder au renouvellement simultané et mutualisé de l'exploitation de l'ensemble des ouvrages de ces sous-bassins, et d'autre part de le mettre en phase avec les modalités de délivrance des autorisations par l'organisme unique de gestion collective de l'irrigation Irrigadour.

Outre la prolongation de délai, l'avenant entraîne une modification des modalités financières :

- le montant du contrat est augmenté de la quote part des charges et produits relatifs à la prolongation du contrat jusqu'à la fin de l'année 2023, 9,5 mois sur 360, soit 2,6% de la durée initiale, pour un montant annuel moyen de redevances de l'ordre de 240 000 € ;
- compte tenu de la non constitution d'un provisionnement pour maintenance (telle que prévue annuellement à l'article 3 de l'avenant n°2) en cette dernière année du contrat, une reversion exceptionnelle de 120 000 € sera effectuée vers l'Institution Adour.

Vu le contrat de concession d'aménagement, la construction, l'entretien et l'exploitation du réservoir de l'Arrêt-Darré et ouvrages annexes, permettant de gérer la réalimentation des sous-bassins Arros et Estéous amont, signé le 16 mars 1993 entre l'Institution Adour et la CACG,

Vu l'avenant 1, signé le 23 décembre 1997, ayant pour objet d'actualiser les modalités d'exploitation du barrage de l'Arrêt-Darré, comme le permettent les articles 6 (contrats passés avec les tiers) et 9 (financement de l'exploitation) de la concession,

Vu l'avenant 2, signé le 30 octobre 2013, ayant pour objet de confier au concessionnaire des prestations pour réaliser l'étude de dangers et ses études annexes au cours de l'année 2013 découlant de la nouvelle réglementation relative à la sécurité des ouvrages hydrauliques, concernant le barrage de l'Arrêt-Darré, d'en régler les conséquences financières pour une prise en charge partielle par le concédant au titre de la théorie de l'imprévision,

Considérant la pertinence de faire coïncider la fin du contrat de concession Arros avec l'échéance des autres contrats de concession de service public (type affermage) sur les sous bassins Adour et affluents rive gauche, Midour-Douze d'une part et Bouès d'autre part, au 31 décembre 2023, pour un regroupement de l'exploitation des ouvrages de réalimentation et gestion de ces 3 sous-bassins, dans un objectif de rationalisation et mutualisation des coûts pour une harmonisation partielle des niveaux de redevance dans un souci d'équité et de solidarité territoriale,

Considérant que la prolongation de la concession d'une durée initiale de 30 ans pour une période de 9,5 mois (291 jours) n'entraîne pas une modification substantielle de l'équilibre du contrat initial, conformément aux articles L.3135-1 alinéa 5, et R.3135-7 du code de la commande publique,

Considérant que l'avenant de prolongation de 9,5 mois est constitutif de prestations supplémentaires et qu'un changement de contractant est impossible pour des raisons économiques et techniques tenant notamment à des exigences d'interchangeabilité ou d'interopérabilité avec les

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de la réception par le représentant de l'État.



équipements, services ou installations existants acquis dans le cadre du contrat initial conformément aux articles L 3135-1 alinéa 2 et R 3135-2 à R 3135-4 du code de la commande publique,

Considérant que le montant de l'avenant de prolongation n'excède pas, tous avenants conclus, les 10% du contrat de concession initial et ne dépasse pas les seuils européens conformément aux articles L 3135-1 alinéa 6 et R 3135-8 du code de la commande publique.

LE COMITE SYNDICAL

En l'absence d'observations,

Après avis favorable de la commission de délégation de service public et des commissions finances et travaux,

Après en avoir délibéré et à l'unanimité

DECIDE

Article 1

- d'accepter les termes de cet avenant tels que présentés en annexe,
- d'autoriser le président à signer les documents et à prendre toutes décisions relatives à leur exécution.

Article 2

Monsieur le président est chargé de l'exécution de la présente délibération.

Fait et délibéré le 08 mars 2023 à Mont-de-Marsan,

Le Président,

Paul CARRÈRE



INSTITUTION ADOUR
Etablissement Public Territorial de Bassin
Hautes-Pyrénées - Gers - Landes - Pyrénées-Atlantiques

Envoyé en préfecture le 17/03/2023

Reçu en préfecture le 17/03/2023



ID : 040-254002264-20230308-230308H1802H1-DE

Contrat de concession - Réservoir de l'Arrêt-Darré et ouvrages annexes - Avenant n° 3

**Réservoir de l'Arrêt-Darré et ouvrages annexes
Acte et cahier des charges de concession pour la construction, l'entretien et
l'exploitation des ouvrages**

Avenant n° 3 au contrat de concession

***en vertu des articles L.3135-1 alinéa 5, et R.3135-7 du code de la commande
publique***

Article 1 : Identification du pouvoir adjudicateur

INSTITUTION ADOUR
38 rue Victor Hugo
40025 MONT DE MARSAN CEDEX
Tél : 05 58 46 18 70
Courriel : secretariat@institution-adour.fr

Représentée par Monsieur Paul CARRERE, Président de l'Institution Adour, en vertu de la délibération de l'Institution Adour n° 64/2021 en date du 22 septembre 2021.

Article 2 : Identification du titulaire du marché public

La Compagnie d'Aménagement des Coteaux de Gascogne (CACG)
Chemin de l'Alette
CS 50449
65004 TARBES CEDEX

Représentée par Willy LUIS, Directeur Général, en vertu de la délibération du Conseil d'Administration du 26 janvier 2023.

Article 3 : Objet du contrat de concession de service public

Contrat de concession pour la construction, l'entretien et l'exploitation des ouvrages - Réservoir de l'Arrêt-Darré et ouvrages annexes.

- Date de la signature du contrat : 16 mars 1993
- Durée d'exécution du contrat de concession (article 10) : trente ans

Article 4 : Objet de l'avenant

Modifications introduites par le présent avenant conformément aux articles L.3135-1 alinéa 5 et R.3135-7 du code de la commande publique

L'Institution Adour et la CACG ont conclu un contrat de concession pour la construction, l'entretien et l'exploitation du réservoir de l'Arrêt-Darré et ses ouvrages annexes, contrat signé le 16 mars 1993, pour une durée de trente ans.

Ce contrat a fait l'objet de deux avenants :

- Avenant 1, signé le 23 décembre 1997, ayant pour objet d'actualiser les modalités d'exploitation du barrage de l'Arrêt-Darré, comme le permettent les articles 6 (contrats passés avec les tiers) et 9 (financement de l'exploitation) de la concession
- Avenant 2, signé le 30 octobre 2013, ayant pour objet de confier au concessionnaire des prestations pour réaliser l'Étude de dangers et ses études annexes au cours de l'année 2013 découlant de la nouvelle réglementation relative à la sécurité des ouvrages hydrauliques, concernant le barrage de l'Arrêt-Darré, d'en régler les conséquences financières pour une prise en charge partielle par le concédant au titre de la théorie de l'imprévision.

Le présent avenant a pour objet une prolongation du contrat de concession jusqu'au 31 décembre 2023, dans les termes techniques et financiers prévus pour l'entretien et l'exploitation des ouvrages dans le contrat initial et l'avenant 1. Il s'agit de faire coïncider la fin de ce contrat avec la fin prévue pour les autres contrats d'exploitation des ouvrages sur le bassin versant de l'Adour et sous maîtrise



d'ouvrage de l'Institution Adour (contrat de concession de service public Adour et affluents et Midour-Douze, et délégation de service public du Bouès), dans l'objectif de procéder au renouvellement simultané et mutualisé de l'exploitation de l'ensemble des ouvrages de ces sous-bassins et d'être en phase avec la gestion des autorisations annuelles de prélèvements données aux usagers agricoles par l'Organisme unique de gestion collective de l'irrigation Irrigadour. En effet les missions du concessionnaire sur les axes réalimentés sont complémentaires des missions de l'OUGC, les données des conventions de restitution (contrats entre concessionnaire et usagers) étant reprises dans le plan annuel de répartition déposé par Irrigadour en février / mars.

En ce qui concerne les autorisations de prélèvements pour l'année 2023, toute modification des modalités actuelles induite par l'instruction en cours du nouveau dossier d'autorisation unique de prélèvements (AUP) - qui devrait entrer en vigueur pour la campagne de prélèvements estivaux en 2023 - s'appliquera et s'imposera au contrat de concession prolongé par le présent avenant n°3.

Article 5 : Incidence de l'avenant sur la durée du marché

La durée totale du contrat de concession est allongée jusqu'au 31 décembre 2023 inclus (initialement date de fin de contrat au 15 mars 2023), soit de 9,5 mois sur 360 mois, soit 291 jours supplémentaires (+2,6 % de la durée initiale).

Article 6 : Incidence financière de l'avenant

Les modalités techniques et financières d'exploitation fixées dans le contrat initial et ses avenants successifs sont prorogées (hormis modifications éventuelles imposées évoquées à l'article 4).

L'avenant entraîne une augmentation du montant du contrat de concession, pour couvrir les charges d'exploitation des ouvrages et de gestion des contrats pour la période du 16 mars au 31 décembre 2023.

La facturation du service aux usagers intervient contractuellement :

- en avril (30%)
- le solde en novembre (70%)

Les produits pour l'exploitation du service issus des redevances émises auprès des usagers représentent un montant moyen annuel de l'ordre de 240 000 €.

Par ailleurs, l'agence de l'eau Adour-Garonne ne subventionne plus l'aide à la gestion des étiages. Cela modifie également les produits de la CSP en cours.

Enfin, étant dans la dernière année de délégation, il n'y aura pas de provisionnement pour la maintenance comme mentionné dans l'article 3 de l'avenant 2.

Compte tenu de ces éléments, il est convenu au titre du présent avenant que la CACG concessionnaire reversera à son concédant l'Institution Adour une somme de 120 000 € au titre de l'exercice 2023. Cette réversion correspond à l'actualisation de la dotation moyenne de maintenance précisée à l'article 3 de l'avenant 2 (85 k€ valeur 2010).

Cette réversion sera versée sur la base d'un titre de recettes qui sera émis par l'Institution Adour au 15 décembre 2023.

Article 7 : Récapitulatif des articles et pièces du marché modifiés

Les articles et pièces suivants du contrat sont modifiés :

- Article 10 du contrat initial - Durée
- Article 4 de l'avenant 1 : autres contributions financières



- Article 3 de l'avenant 2 : surcoût et bouleversement de l'économie du contrat

Toutes les autres clauses et pièces du contrat et ses avenants demeurent inchangées.

Article 8 : Signature du titulaire du contrat de concession de service public

A Tarbes, le.....

Willy LUIS
Directeur Général de la CACG

Article 9 : Signature du pouvoir adjudicateur

A Mont-de-Marsan, le.....

Paul CARRÈRE
Président de l'Institution Adour